

CSAM

7 décembre 2023

Liminaire



finances
Solidaires

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires finances

I.D.D.
Solidaires

Déclaration Solidaires Finances

Ce CSAM se situe à quelques encablures de la fin de cette année 2023.

Nous ne pouvons tourner la page du calendrier sans évoquer un mouvement social, voire sociétal, plus ou moins sans précédent au moins dans sa nature.

En effet, dans le cadre du conflit des retraites, nous avons vécu un conflit social de six mois, puissant, unitaire et massivement soutenu par l'opinion. Parallèlement, nos institutions fonctionnaient et le texte concerné suivait son bonhomme de chemin dans les arcanes parlementaires.

Une analyse lapidaire pourrait être :

- ✓ vous - le gouvernement - avez gagné ;
- ✓ nous - les organisations syndicales - avons perdu.

À notre sens, les choses sont bien plus complexes que cela. Mais, surtout, les traces que laisse ce mouvement sont profondes.

Passer tout ceci par simples pertes et profits ou, en tout cas, dans le registre des chapitres clos serait, à notre sens, une lourde erreur. Les effets sont toujours là et pour longtemps. Quant au jeu des institutions, au-delà du jugement sur les débats, au cas d'espèce, il n'a nullement convaincu les citoyen.nes, agent.es compris.

La défiance, même si elle est protéiforme, est là et bien là. Et notre ministère n'en est nullement à l'écart.

Tout ceci vient s'intégrer dans un contexte pour le moins lourd, avec des crises internationales dont la violence semble sans limite humaine, un coût de la vie qui n'a pas fini de peser et d'autres sujets plus ou moins puissants dont les enjeux environnementaux ne sont assurément pas les derniers.

Faire face à tout cela est un lourd défi pour les responsables politiques. Ce dernier s'impose aussi à nous, dans la mesure qui est la nôtre. Nous jouons et jouerons notre rôle aujourd'hui et demain, si tant qu'on veuille bien nous laisser ce rôle ... (nous y reviendrons un peu plus bas).

Ou alors il faudra donner une nouvelle définition à la notion de dialogue social, et en fait écartier tant le mot « dialogue » que l'adjectif « social ».

Jouer notre rôle aujourd'hui même, cela veut dire, entre autres :

- ✓ constater, s'agissant du dossier ONAF, qu'on peut être largement déçu par le décalage entre ambitions/discours et réalité vécue par les agent.es ;
- ✓ estimer que le RSU est une photographie assez nette, tout en masquant assez largement un désenchantement, voire un désengagement que nous voyons indubitablement se répandre, alors qu'on sait que l'agent.e reste le plus souvent attaché.e à sa mission et à l'administration qu'il/elle sert. Cet attachement et cette « perte d'espérance » ne sont d'ailleurs pas sans lien.

✓ Prévoir que, pour l'heure, s'agissant des JOP, on peut tabler sur une pagaille plus ou moins (et parfois pas du tout) joyeuse, avec un événement planétaire que beaucoup de personnes et d'agent.es vont finir par prendre en grippe...

✓ Pour nous, les missions seront toujours au cœur du sujet. Et nous ne cesserons jamais de questionner leur évolution et les choix faits en la matière.

En point d'actualité sur ce terrain, nous citerons notamment les transferts fiscaux entre DGDDI et DFGiP ou encore les perspectives s'agissant des laboratoires du service commun des laboratoires. Mais cette liste est évidemment non exhaustive.

✓ Par ailleurs, nous voyons que de nombreux changements se profilent par exemple au niveau de l'immobilier ou de la montée en puissance (et en impact ...) des nouvelles technologies.

Si, face à tout cela, on considère que l'agent.e n'est qu'une variable d'ajustement, on vous le dit tout net : vous « taperez à côté de la cible ». Est-ce que l'État de 2023 et bientôt de 2024 peut se le permettre ? La réponse à cette question est un « non » majuscule.

Malgré quelques affirmations politiques, est-ce que, en réponse à la question « c'est quoi un.e agent.e ?, la réponse : un ETPT à supprimer » appartient-elle au passé ? Nous ne sommes pas encore, en ce mois de décembre 2023, bien sûr de la réponse...

Pour nous, l'agent.e (et l'envie de servir) ne doivent jamais être considéré comme une charge, mais au contraire comme une richesse, à prendre en compte dans tous les aspects de la vie administrative.

✓ Et à propos de richesse - sans mauvais jeu de mots -, nous soulignons que les agent.es attendent toujours cette valorisation de l'engagement que leurs ministres successifs ont (en général ...) l'honneur de leur reconnaître.

En tout état de cause, nous continuerons de nous battre pour cela et sur tous les fronts et sujets divers.

C'est dans ce cadre que nous tenons à rappeler le rôle et la place des syndicats, en tout cas du nôtre.

Notre rôle n'est pas celui d'un accompagnement mais d'analyser, d'informer, de défendre nos missions, nos emplois et nos conditions de travail, d'agir pour que les personnels de ce ministère et de chacune des administrations ne soient pas les oubliés de l'histoire bercyenne.

Pour assurer notre rôle, nous utilisons tous les leviers d'action syndicale dont la liberté d'expression.

Alors, oui, parfois nous communiquons au-delà de nos frontières administratives en toute indépendance pour porter nos analyses, pour dépeindre une réalité administrative, certes parfois peu glorieuse, mais ancrée dans la vraie vie, celles des usagèr.es/contribuables et celle des agentes et agents.

Souvent, nous sommes aussi autour de la table que ce soit pour dans des instances, des groupes de travail ou encore des négociations.

Mais quelque que soit le cadre, nous revendiquons toujours notre rôle et nos actions.

Paris, le 7 décembre 2023